



**DEVOIR
D'INSOLENCE
PAR
JEAN-MARIE ROUART**
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

En décidant de fermer Guantanamo, Barack Obama ne redresse pas seulement l'image écornée de l'Amérique, il est en train de donner une belle leçon à l'Europe. Pendant près de dix ans, les responsables européens et particulièrement français ont fermé les yeux. Ils ne voulaient ni voir ni entendre les mutilations et les cris des suppliciés. Ils n'ont pas adressé le moindre reproche à cette Amérique de Bush qui bafouait, au vu et au su de tous, les principes élémentaires de la dignité humaine en institutionnalisant l'arbitraire judiciaire et la pratique légale de la torture. Maintenant que la CIA ouvre ses dossiers sanglants, on peut mesurer jusqu'à quel degré d'avilissement a pu tomber l'armée de la plus importante démocratie du monde. Les horreurs qu'on nous montre et qui nous révoltent, quel manque de courage a empêché les gouvernements occidentaux de les dénoncer? Comment, par leur silence, qui ressemble à une troublante complicité, ont-ils

LE COURAGE ET LA HONTE

pu trahir de manière aussi ostentatoire leurs propres valeurs? On glosa longtemps sur cette abstention qui marque une régression des principes démocratiques. On s'interrogera surtout sur les raisons pour lesquelles la France, qui a une mission historique en matière des droits de l'homme, est restée muette. A quoi sert alors de ressasser que ce pays est l'héritier de l'humanisme et le sanctuaire des Lumières si on n'affirme pas ces principes face à un allié qui les trahit? De quoi avons-nous eu peur? De rallumer un anti-américanisme plus ou moins latent? De révéler l'ambiguïté de la position européenne sur le terrorisme? La pire des explications serait que nous nous soyons accommodés de Guantanamo et de ses sévices parce que nous pensions qu'ils étaient la réponse appropriée à ce mal moderne qu'est le terrorisme. Outre que, comme l'a déclaré Obama, la torture n'est pas plus justifiable au plan des principes qu'elle n'est réellement efficace, nous avons perdu vis-à-vis des terroristes et des peuples qui parfois les soutiennent la meilleure arme que nous possédions contre eux: cette légitimité morale que le droit donne à l'Occident. En voulant la reconquérir par un geste courageux, Obama met l'Amérique devant sa culpabilité et l'Europe face à sa honte. ■

Pour le PS, le plan emploi jeunes est une rustine

Députée d'Indre-et-Loire, Marisol Touraine est membre de la commission de concertation sur la jeunesse lancée par Martin Hirsch. Elle expose ici ses réserves.

INTERVIEW **CAROLINE FONTAINE**

Paris Match. Le plan en faveur des jeunes est-il à la hauteur des enjeux?

Marisol Touraine. Non. D'abord parce que le chômage des jeunes existait avant la crise. Proposer des exonérations de charges – que l'on sait être transitoires – ne peut donc pas régler durablement le problème. Par ailleurs, ce plan cible surtout la formation par alternance. C'est bien. Mais, pour ceux qui vont entrer sur le marché de l'emploi, rien n'est réglé.

Certaines mesures – l'incitation à l'embauche des stagiaires ou les contrats passerelles – sont pourtant directement tournées vers l'emploi?

Oui, mais elles sont insuffisantes. Des emplois aidés sans formation associée, ce n'est pas satisfaisant. Et soutez-vous, il y a un an, le gouvernement a lancé le plan banlieue qui prévoyait l'embauche de 45 000 jeunes. Seuls 4 500 (7 000 selon le secrétariat d'État à la Ville) l'ont été. Annoncer des mesures ne suffit pas. Surtout quand elles n'impliquent que les entreprises. Ainsi, les obliger à rémunérer les stagiaires au bout de deux mois, c'est bien. Et cela ne coûte rien à l'État. Mais le risque est que ces mêmes entreprises ne proposent plus de stages, et donc que les jeunes galèrent encore plus.

Chômage des moins de 25 ans en 2008

	Taux de chômage global	Taux de chômage global
Espagne	24,6%	11,3%
Italie	21,3%	6,8%
France	18,9%	7,8%
Royaume-Uni	15%	5,6%
Bulgarie	12,7%	5,6%
République tchèque	9,9%	4,4%
Allemagne	9,8%	7,3%
Norvège	7,2%	2,6%
Pays-Bas	5,3%	2,8%
Moyenne UE	15,4%	7,1%

Source: Eurostat.



Marisol Touraine, « Madame emploi » du PS.

Pourtant, 1,3 milliard d'euros, n'est-ce pas un effort important?

C'est une rustine. Le gouvernement propose des mesures destinées à être supprimées après la crise. Et, au regard de l'aide apportée par l'État aux banques ou aux entreprises, c'est peu.

Que proposez-vous?

Faire d'un plan en faveur des jeunes un élément de la reprise. Celui de Nicolas Sarkozy ne profite pas directement aux jeunes puisque ce sont les entreprises qui reçoivent les aides. Et il n'est pas tourné directement vers l'emploi. Nous proposons l'inverse: par exemple, créer tout de suite 100 000 emplois jeunes, 50 000 allocations rebond pour remettre en formation les jeunes qui ont décroché, et surtout 50 000 contrats insertion-formation, des contrats aidés mais inscrits dans une formation.

Un emploi jeune coûte à l'État entre 10 000 et 15 000 euros par an, contre 3 000 euros pour la prime à l'embauche du gouvernement. A combien estimez-vous votre plan?

Notre plan n'a pas la même vocation que celui du gouvernement. Ce n'est pas un saupoudrage. Il concerne moins de jeunes, mais s'inscrit dans une stratégie de relance durable. Alors, bien sûr, il est plus onéreux – environ 4,3 milliards d'euros. Mais il est compensé par la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires. En période de crise, cette mesure très coûteuse – environ 6 milliards d'euros – est totalement contre-productive. ■